



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor



A.C.C.E.N.T.S DES ETATS-UNIS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL POUR LES ETATS-UNIS

AGRICULTURE, COMMERCE, CLIMAT, ENERGIE, NUMERIQUE, TRANSPORT, SANTE...

N° 2023-23 du 9 juin 2023

SOMMAIRE

Commerce et sanctions

1. Les Etats-Unis et le Royaume-Uni annoncent renforcer leur coopération économique, sans envisager d'accord de libre-échange
2. L'USTR commande un rapport sur l'intensité carbone des industries de l'acier et de l'aluminium
3. Des Sénateurs introduisent une proposition visant à établir l'intensité carbone des émissions de certains secteurs

Climat – énergie – environnement

4. Le département de l'énergie publie la stratégie nationale et sa feuille de route sur l'hydrogène propre
5. Rencontre entre la Vice-Présidente des Etats-Unis et le Président de la Banque mondiale
6. Les Conseillers à la sécurité des Etats-Unis et des Emirats arabes Unis discutent les sujets du climat, de l'énergie et des infrastructures

Transport et infrastructure

7. La *Federal Railroads Association* (FRA) annonce l'attribution de 570 M\$ consacrés à l'amélioration des passages à niveau dans le cadre de la loi bipartisane sur les infrastructures

Industrie

8. Safran en négociations avec Raytheon Technologies pour une acquisition de l'ordre de 1 Md\$

Agriculture et industrie agroalimentaire

9. Les Etats-Unis demandent de nouvelles consultations avec le Mexique au sujet du maïs OGM

Numérique et innovation

10. De nouvelles réflexions au Congrès pour apporter une réponse réglementaire à l'IA
11. La Floride a adopté une nouvelle loi sur la protection des données personnelles des consommateurs

Santé

12. La FTC met en garde contre tout assouplissement de la législation antitrust de la Caroline du Nord sur les hôpitaux
13. ElevateBio a mené la plus grosse levée de fond dans le domaine de la biotechnologie pour 2023

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le *Washington Wall Street Watch*, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. Les Etats-Unis et le Royaume-Uni annoncent le renforcement de leur coopération économique, sans envisager d'accord de libre-échange

En visite officielle à Washington, le Premier ministre britannique R. Sunak s'est entretenu le 8 juin avec le Président J. Biden. A l'issue de leur rencontre, les deux chefs d'Etat ont [publié](#) une « Déclaration de l'Atlantique » destinée à poser les jalons d'un « nouveau type de partenariat » en renforçant leur coopération autour de cinq piliers :

(i) la recherche, le développement, et la formation de talents dans plusieurs secteurs critiques (semiconducteurs, quantique, intelligence artificielle, biotechnologies) ;

(ii) la sécurité économique, en mobilisant des outils tels que le contrôle-export, les sanctions et le contrôle des investissements sortants, la Déclaration soulignant sur ce dernier point qu'un mécanisme est en cours de développement aux Etats-Unis et que le Royaume-Uni va lancer une réflexion sur le sujet ;

(iii) le commerce numérique, en finalisant un accord sur l'échange de données entre les deux pays et en coopérant sur l'intelligence artificielle ;

(iv) la transition verte, en lançant des négociations en vue d'un accord ciblé sur les minéraux critiques entre leurs deux pays, similaire à celui conclu en mars entre le Japon et les Etats-Unis [voir [Flash Accents du 31 mars 2023](#)] et qui permettrait aux minéraux critiques extraits ou raffinés au Royaume-Uni d'être pris en compte dans le cadre du crédit d'impôt à l'achat de véhicules électriques de l'*Inflation Reduction Act* (IRA). MM. Biden et Sunak ont également annoncé un Plan d'Action sur la sécurité énergétique et un partenariat renforcé dans le domaine du nucléaire civil ;

(v) la défense et la coopération militaire.

Interrogé par la presse en amont de sa rencontre avec J. Biden, R. Sunak avait [indiqué](#) que la négociation d'un accord de libre-échange entre Londres et Washington n'était « depuis un moment maintenant, pas la priorité, ni des Etats-Unis ni du Royaume-Uni ».

2. L'USTR commande un rapport sur l'intensité carbone des industries de l'acier et de l'aluminium

La Représentante au Commerce américaine (USTR) K. Tai a [annoncé](#) le 6 juin avoir demandé à la Commission américaine sur le commerce international (*United States International Trade Commission*, USITC) de rédiger un rapport sur l'intensité en gaz à effet de serre (GES) des productions américaines d'acier et d'aluminium, qui alimentera les discussions en cours avec l'Union

européenne sur la mise en place d'un Arrangement mondial sur l'acier et l'aluminium durables (*Global arrangement on sustainable steel and aluminum*, GSA) annoncé dans le cadre de l'accord trouvé en octobre 2021 pour suspendre les droits de douane additionnels imposés par l'administration Trump sur les importations de ces produits depuis l'UE.

Dans sa [lettre](#) adressée à l'USITC, K. Tai a chargé la Commission d'adresser des questionnaires aux « entreprises présentant des installations produisant de l'acier et de l'aluminium aux Etats-Unis, que ces entreprises soient américaines ou étrangères » afin d'estimer le niveau d'intensité en GES de leurs productions. Le rapport commandé par l'USTR, qui devra présenter le résultat de cette enquête et décrire la méthodologie utilisée pour mesurer l'intensité en GES de chaque bien visé, devra être finalisé « au plus tard le 28 janvier 2025 ». L'USTR conclut néanmoins son communiqué sur l'intention de « conclure les négociations du GSA d'ici octobre 2023 ».

3. Des Sénateurs introduisent une proposition visant à établir l'intensité carbone des émissions de certains secteurs

Les Sénateurs démocrate C. Coons (Delaware) et républicain K. Cramer (Dakota du Nord) ont [introduit](#) le 7 juin une proposition de loi visant à charger le Département de l'Energie d'étudier l'intensité en GES des productions américaines et étrangères de certains produits (aluminium, ciment, fer, acier, pétrole, engrais, verre, plastique, batteries au lithium).

Ce texte, qui bénéficie d'un soutien bipartisan au Sénat, ne propose pas en l'état la mise en œuvre d'un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières des Etats-Unis, tel que souhaité par le Sénateur Coons qui avait introduit une proposition de loi en ce sens en juillet 2021. Toutefois, les propos de plusieurs soutiens de ce texte ont souligné que l'analyse de l'intensité en GES des importations constituait une étape importante sur la voie d'une éventuelle mise en place d'un tel mécanisme.

Le Sénateur démocrate S. Whitehouse (Rhode Island), qui a également soumis une proposition de mécanisme d'ajustement carbone en juin 2022 [voir [Flash Accents du 17 juin 2022](#)], a [indiqué](#) que « ce développement bipartisan devrait aider le secteur privé à quantifier l'intensité d'émissions des biens produits ici aux Etats-Unis, et nous aider à construire notre propre ajustement carbone aux frontières ». Le Sénateur républicain B. Cassidy (Louisiane), a également [déclaré](#) que « les biens produits aux Etats-Unis sont les plus propres au monde », ajoutant que « cette étude aiderait à

mieux comprendre cet avantage, au moment où nous envisageons des politiques qui récompensent la production américaine plus propre au détriment des pays qui exploitent l'environnement ».

Brèves

- L'USTR K.Tai s'est rendue en France pour la réunion ministérielle de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) les 7 et 8 juin. En marge de cette réunion, elle s'est entretenue avec le Ministre de l'économie français [B.Le Maire](#) et avec le Vice-Président exécutif de la Commission européenne [V.Dombrovskis](#). Ont notamment été abordées lors de ces entretiens les discussions en cours avec l'UE pour l'établissement d'un GSA.
- Les exportations américaines de biens ont baissé en avril selon un [rapport mensuel](#) du Département du Commerce publié le 7 juin. Couplée à une hausse des importations de biens, cette baisse est responsable du plus important déficit commercial mensuel américain depuis huit ans. Toutefois, les exportations américaines de services ont atteint un nouveau record mensuel en avril.
- Des groupes bipartisans de [Sénateurs](#) et de [Représentants](#) ont réintroduit simultanément au Sénat et à la Chambre des Représentants le 7 juin une proposition de loi intitulée « *Leveling the Playing Field 2.0* » visant à renforcer les instruments de défense commerciale

américains, en dotant le Département du Commerce de nouveaux outils pour mieux lutter contre le contournement des mesures en place ou les subventions transnationales.

- Le 2 juin, le Département Trésor américain a [sanctionné](#) la société iranienne Arvan Cloud, deux de ses employés ainsi qu'une société domiciliée aux Emirats arabes unis, accusés d'œuvrer en faveur du programme de censure mis en œuvre par le gouvernement iranien.
- Le 5 juin, le Département du Trésor américain a [sanctionné](#) un réseau impliquant sept individus et six entités accusés de fournir un soutien au programme balistique iranien. Ces acteurs et entités sont basés en Iran, en Chine ainsi qu'à Hong Kong.
- Le Département du Trésor américain a également [sanctionné](#) le 5 juin sept individus et une entité accusés de participer à des campagnes de désinformation en ligne en Moldavie aux côtés des services de renseignement russes.
- Le 6 juin, le Département du Trésor américain a [sanctionné](#) deux membres du Cartel mexicain de Jalisco Nueva Generacion accusés d'être impliqués dans des activités de trafic d'armes à feu et de vol de carburant provenant des Etats-Unis. L'OFAC a également désigné un individu et une entité mexicains accusés de soutenir ce cartel à travers des activités de blanchiment d'argent.

Climat - Énergie - Environnement

4. Le Département de l'énergie publie la stratégie nationale et sa feuille de route sur l'hydrogène propre

Le 5 juin, le département de l'énergie (DOE) a [publié](#) la stratégie nationale américaine pour l'hydrogène propre et sa feuille de route. Le DOE indique que les documents constituent un cadre complet pour accélérer la production, le traitement, la livraison, le stockage et l'utilisation de l'hydrogène propre. Le DOE estime que l'économie américaine de l'hydrogène, en pleine croissance, pourrait créer 100 000 nouveaux emplois directs et indirects d'ici à 2030. Ces documents donnent un aperçu de la production, du transport, du stockage et de l'utilisation de l'hydrogène aux États-Unis aujourd'hui, ainsi qu'une vision du rôle de l'hydrogène propre et sa contribution aux objectifs de décarbonation poursuivis dans de nombreux secteurs. Ces documents examinent les scénarios de demande future et retiennent une capacité de production nationale de 10 Mt d'hydrogène propre

par an d'ici 2030, 20 M par an d'ici 2040, et 50 M d'ici 2050.

Trois points clés sont identifiés pour garantir le développement et l'adoption de l'hydrogène propre en tant qu'outil efficace de décarbonation : (i) Cibler les utilisations stratégiques à fort impact de décarbonation, comme le secteur industriel, les transports lourds et le stockage de l'énergie à long terme ;

(ii) Réduire le coût de l'hydrogène propre en catalysant l'innovation et le passage d'échelle, en stimulant les investissements du secteur privé et en développant la chaîne d'approvisionnement de l'hydrogène propre ;

(iii) Adopter une approche régionale, des réseaux locaux avec une production d'hydrogène propre à grande échelle et une utilisation finale à proximité. Des mesures qui doivent favoriser les investissements dans les infrastructures, augmenter les volumes et faciliter le décollage du marché.

5 Rencontre entre la Vice-Présidente des Etats-Unis et le Président de la Banque mondiale

Le 5 juin, la Vice-Présidente Kamala Harris a [rencontré](#), à la Maison Blanche, le nouveau Président de la Banque mondiale, Ajay Banga. Il s'agissait de la première rencontre avec un officiel américain du Président A. Banga depuis sa prise de fonctions. La Vice-Présidente a affirmé le soutien ferme de l'administration Biden-Harris aux efforts déployés par la Banque mondiale afin de réaliser des investissements et d'encourager des réformes qui réduisent la pauvreté et favorisent la réalisation des objectifs de développement durable.

Elle a salué les mesures prises pour faire évoluer la Banque mondiale, notamment en élargissant sa mission pour y inclure le renforcement de la résilience face aux défis du changement climatique. La Vice-Présidente a indiqué que les pays d'Asie du Sud-Est, d'Afrique et des Caraïbes devraient avoir accès au financement et aux outils dont ils ont besoin pour accélérer la transition vers l'énergie propre et renforcer leur capacité de résistance aux chocs. La Vice-Présidente et le Président A. Banga ont également discuté des travaux en cours pour stimuler l'investissement privé dans les pays en développement, en particulier en Amérique centrale et en Afrique. La Vice-Présidente Harris a souligné l'importance d'offrir des clauses de dette résilientes au changement climatique offrant une suspension temporaire du service de la dette après une catastrophe naturelle.

6. Les Conseillers à la sécurité des Etats-Unis et des Emirats arabes unis discutent les sujets du climat, de l'énergie et des infrastructures

Le 2 juin, à la Maison Blanche, le Conseiller à la sécurité nationale des Etats-Unis, Jake Sullivan, a [rencontré](#) le conseiller à la sécurité nationale des

Emirats arabes unis, Sheikh Tahnoon bin Zayed Al Nahyan. Ils ont réaffirmé les enjeux du partenariat stratégique durable entre les États-Unis et les Émirats arabes unis. M. Sullivan a salué le leadership des Émirats arabes unis dans la préparation de la COP-28 qui se déroulera en décembre prochain dans ce pays, et leur engagement à devenir un leader mondial dans les technologies d'énergie propre, notamment par le biais du partenariat États-Unis-Émirats arabes unis pour l'accélération de l'énergie propre (PACE). M. Sullivan et le Cheikh Tahnoon se sont engagés à intensifier la coopération dans le cadre du Partenariat pour l'infrastructure et l'investissement mondiaux (PGII), en poursuivant les discussions constructives qu'ils ont pu avoir le mois dernier avec l'Inde et l'Arabie saoudite.

Brèves

- Le 1er juin, l'Agence américaine de protection de l'environnement (EPA) a [publié](#) un règlement mettant à jour les exigences en matière d'informations commerciales confidentielles dans le cadre de la loi sur le contrôle des substances toxiques (TSCA). Les règles publiées accroissent la transparence, modernisent les procédures de déclaration et d'examen et s'alignent sur les amendements de 2016 à la TSCA. Ces nouvelles dispositions devraient permettre à l'EPA de publier des informations non confidentielles plus rapidement.
- Le 6 juin, à Djeddah, le Secrétaire d'État A. Blinken a [rencontré](#) le Premier Ministre saoudien M. Bin Salman. Ils ont notamment discuté de l'approfondissement de la coopération économique entre les Etats-Unis et l'Arabie Saoudite, en particulier dans les domaines de l'énergie propre.

Transport et infrastructure

7. La Federal Railroads Association (FRA) annonce l'attribution de 570 M\$ consacrés à l'amélioration des passages à niveau dans le cadre de la loi bipartisane sur les infrastructures

Le 5 juin, la FRA, au sein du Département des Transports américain, a [annoncé](#) l'attribution de 63 projets d'amélioration de passages à niveau routiers et piétons à travers le pays. Ces fonds sont octroyés dans le cadre du premier tour d'appel à projets du

programme *Railroads Crossing Elimination* (RCE), un programme créé par la loi bipartisane pour les infrastructures et doté d'une enveloppe totale de 3 Md\$. Les projets sélectionnés permettront de supprimer ou de réaménager plus de 400 passages à niveau dans 32 Etats, à travers par exemple la construction de passages souterrains et de ponts, le déplacement de voies ou le renforcement des équipements de protection et de signalisation. L'administration fédérale indique que ces travaux permettront de réduire les accidents, mais

également d'éviter des temps d'attente prolongés et des détours contraignants pour les automobilistes, les riverains et les secours, en particulier lorsque des trains circulent lentement ou sont à l'arrêt sur la voie. La FRA rappelle que l'an dernier, plus de 2 000 collisions à des passages à niveau ont été dénombrées, et plus de 30 000 cas de passages à niveau bloqués par des trains lui ont été signalés par le public sur un [site internet dédié](#).

Brèves

- Le 7 juin, la Federal Aviation Association (FAA)

a [publié](#) une nouvelle proposition de réglementation concernant les exigences relatives à la formation et à la certification des pilotes d'aéronefs à décollage vertical (*powered-lift aircraft*), aussi appelés VTOL (*vertical take-off and landing*). Cette nouvelle réglementation, conformément aux exigences de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), permettrait aux pilotes américains certifiés VTOL d'opérer dans d'autres pays. La proposition est ouverte aux commentaires du public pendant 60 jours.

Industrie

8. Safran en négociations avec Raytheon Technologies pour une acquisition de l'ordre de 1 Md\$

Le groupe français d'aéronautique et de défense Safran est entré en négociation pour racheter l'unité de commandes de vol et d'électromécanique de l'entreprise américaine Raytheon Technologies Corp., ce qui constituerait la première acquisition significative du groupe depuis son rachat de Zodiac pour près de 9 Md€ en 2018. Cette division fabrique des actionneurs mécaniques pour les commandes de vol de la plupart des modèles d'avions commerciaux, ainsi que de plusieurs modèles militaires.

Safran n'a pas donné d'indication concernant la valeur potentielle de ce rachat. Bloomberg estime cependant que l'opération pourrait valoriser l'unité à environ 1 Md\$.

La faible rentabilité de l'activité de commandes de vol – prévue à environ 8% en 2024, avec un chiffre d'affaires d'1,3 Md\$ et un résultat net de 106 M\$ - entre en concurrence avec une politique de rachat d'action plus rentables pour les actionnaires, mais le rachat pourrait générer des synergies pour le groupe français. Le rachat permettrait en effet d'intégrer les activités d'actionneurs mécaniques

de Raytheon dans les systèmes de contrôle de vol développés par Safran.

Brèves

- Le 1^{er} juin, le *National Institute of Standards and Technology* (NIST), qui dépend du département du commerce (DoC) américain, a [publié](#) les résultats de sa demande de renseignements auprès de l'industrie microélectronique à propos des nouveaux instituts *Manufacturing USA* prévus dans le CHIPS & Science Act. Alors que le NIST peut ouvrir « jusqu'à trois » nouveaux instituts dans le cadre du CHIPS & Science Act, l'éventualité de ne créer qu'un seul « super-institut » semble sérieusement envisagée, sans plus de précisions à ce stade sur la spécialisation de ce dernier. La création de ce ou ces nouveaux instituts *Manufacturing USA* s'inscrit dans un plan de soutien à la recherche et au développement plus large mené par le DoC, incluant notamment la création d'un nouveau *National Semiconductor Technology Center* (NSTC), dont le/la dirigeant(e) devrait être bientôt nommé(e).

Agriculture et industrie agroalimentaire

9. Les Etats-Unis demandent de nouvelles consultations avec le Mexique au sujet du maïs OGM

La représentante américaine au Commerce, K. Tai, a [annoncé](#) que les États-Unis avaient demandé des

consultations formelles avec le Mexique sur son décret interdisant l'importation de maïs OGM dans le cadre de l'accord USMCA. Il s'agit de la deuxième demande de consultations par les États-Unis à ce sujet depuis le début de l'année.

Le différend remonte à 2020, lorsque le président mexicain A.M. López Obrador a signé un décret prévoyant d'interdire progressivement la culture et les importations de maïs génétiquement modifié au 31 janvier 2024. A l'issue de la première demande de consultations, le Mexique a modifié sa décision par un nouveau décret publié en février 2023 [voir [Flash Accents du 17 février 2023](#)]. Le nouveau décret supprimait la date à laquelle le maïs OGM destiné à l'alimentation animale cesserait d'être importé mais maintenait au 31 janvier l'interdiction de l'importation de maïs blanc destiné à l'alimentation humaine OGM.

Néanmoins, ces nouvelles dispositions réglementaires n'ont pas suffi à apaiser les tensions commerciales avec les Etats-Unis.

Les Américains considèrent que ces interdictions sont incompatibles avec plusieurs règles de l'USMCA relatives mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) et l'accès au marché. K. Tai a ainsi déclaré : « les politiques mexicaines en matière de biotechnologie ne sont pas fondées sur la

science et menacent de perturber les exportations américaines vers le Mexique au détriment des producteurs américains ».

En effet, le Mexique importe chaque année environ 17 Mt de maïs, provenant majoritairement des Etats-Unis, pour qui le Mexique est le deuxième marché d'exportation pour une production de maïs à 90% génétiquement modifié. T. Haag, président de la *National Corn Growers Association*, a salué la décision de l'administration dans un [communiqué](#), déclarant que les actions du Mexique « menacent les revenus des producteurs de maïs et des communautés rurales de notre pays ».

En outre, la demande de consultation concerne également le rejet par le gouvernement mexicain des demandes d'autorisation d'importation et de vente de 14 variétés différentes de cultures génétiquement modifiées, couvrant des produits tels que le maïs, le soja, le coton et le canola.

Numérique et innovation

10. De nouvelles réflexions au Congrès pour apporter une réponse réglementaire à l'IA

Le Sénateur J. Hawley (R-MO), membre du groupe d'experts du Sénat chargé de la protection de la vie privée et des technologies, a dévoilé un cadre destiné à guider la réflexion relative à une future législation sur l'intelligence artificielle, sur [Axios](#). Cinq principes ont été mis en avant : (i) la création d'un droit d'action privé, (ii) la protection des données personnelles, (iii) la mise en œuvre de limites d'âge pour protéger les mineurs, (iv) le blocage des technologies développées en Chine et (v) l'application d'un cadre d'autorisation préalable pour la mise sur le marché de systèmes d'IA générative. Ceux-ci permettront de « tracer la voie pour le développement responsable de l'IA américaine », a déclaré le sénateur dans un communiqué publié mercredi.

Les législateurs multiplient les auditions dans le contexte du développement rapide de l'IA. La sous-commission de la propriété intellectuelle du Sénat a entendu [mercredi](#) des témoignages sur les moyens de garantir que les Etats-Unis restent compétitifs dans le domaine de la technologie de l'IA, en particulier en matière de protection intellectuelle. La commission des droits de l'homme du Sénat a également prévu une [audition](#) sur l'IA et

les droits de l'homme la semaine prochaine. Par ailleurs, le chef de la majorité sénatoriale, Chuck Schumer (D-NY), a annoncé en début de semaine son intention d'organiser [trois réunions](#) d'information bipartisanes à huis clos pour les sénateurs afin de « se tenir au courant du potentiel extraordinaire et des risques que présente l'IA », a-t-il écrit dans une lettre signée notamment par les sénateurs M. Heinrich (D-NM), le président de la commission de la justice et des droits de l'homme. Ce cadre est la dernière illustration de la mobilisation du Congrès en vue de l'élaboration d'une réponse réglementaire aux risques soulevés par le déploiement des systèmes d'IA. M. Heinrich (D-N.M.), M. Rounds (R-S.D.) et T. Young (R-IN) ont formé un groupe de travail chargé d'explorer les possibilités de législation. Plusieurs membres de la Chambre des représentants ont également présenté des projets de loi qui, ils l'espèrent, seront soit adoptés individuellement, soit greffés sur un ensemble plus large. Le plus récent est le projet de loi du député R. Torres (D-N.Y.-15) visant à exiger une clause d'avertissement sur les résultats de l'IA générative : « Avertissement : ce résultat a été généré par une intelligence artificielle ».

Des efforts similaires visant à réglementer les géants du numérique ont jusqu'à présent échoué sous le poids de campagnes de lobbying.

11. La Floride a adopté une nouvelle loi sur la protection des données personnelles des consommateurs

La Floride a promulgué mardi une nouvelle loi sur la confidentialité des données. Les protections prévues par la loi, qui entrera en vigueur le 1^{er} juillet 2024, sont analogues à celles prévues par la plupart des législations portant sur la protection des données personnelles, notamment le droit de savoir quelles informations les entreprises collectent, le droit de corriger et de supprimer certaines données et le droit de limiter la divulgation de certaines données. De plus, elle contient des protections centrées sur les données des enfants, interdisant aux jeux, produits et services de traiter, collecter, partager, vendre ou conserver « toute information personnelle qui n'est pas nécessaire pour fournir un service, un produit ou une fonctionnalité en ligne ».

Au-delà de ces dispositions, la loi de Floride sur la protection des données des consommateurs aborde également des questions relatives à la modération des contenus, dans le but notamment de lutter contre la censure présumée des points de vue conservateurs en ligne. En effet, la loi oblige les moteurs de recherche à indiquer si l'orientation politique des contenus influence les résultats de recherche et interdit la modération de contenu créée par le gouvernement sur les réseaux sociaux.

Cette loi ne s'applique qu'aux *Big Tech*, ce qui exclut de fait un grand nombre de sites web et d'applications populaires qui collectent des données sur les individus. La loi ne s'applique pas non plus aux informations anonymes telles que les cookies en ligne, ce qui, selon les experts, rend « largement insignifiant » le fait que la loi donne également aux Floridiens le droit de refuser la publicité ciblée.

La Floride est le 10^{ème} Etat à adopter une loi de ce type. La Californie a été la première, suivie par la Virginie, le Colorado, le Connecticut, l'Utah, l'Iowa et l'Indiana.

Brèves

- Microsoft a accepté de verser 20 M\$ à la [Federal Trade Commission](#) dans le cadre d'un accord sur la protection de la vie privée des enfants, après avoir été accusé de collecter et de conserver des informations sur les utilisateurs de la Xbox sans leur consentement.
- La Commission irlandaise de protection des données (IDPC) a ouvert une enquête sur les pratiques de publicité ciblée de *LinkedIn* en 2018, soupçonnant une violation du règlement général européen sur la protection des données. Microsoft se prépare à payer une amende substantielle de 425 M\$ des violations présumées de la vie privée dans le cadre de ce contentieux.

Santé

12. La FTC met en garde contre tout assouplissement de la législation antitrust de la Caroline du Nord sur les hôpitaux

La Federal Trade Commission (FTC) a [mis en garde](#) les législateurs de Caroline du Nord (NC) contre toute tentative de favoriser des fusions massives entre établissements de soins. Elle a notamment affirmé son opposition à un projet de loi du Sénat de l'État de NC, qui exempterait le système de santé de l'Université de NC des lois fédérales et fédérées en matière de politique de concurrence *antitrust*.

Alors que l'administration et certains membres du Congrès veulent sévir contre les regroupements dans le secteur de la santé, certains États (NC, Mississippi) souhaitent au contraire faciliter les regroupements d'hôpitaux, arguant du fait qu'ils permettent d'élargir la base de patients et de maintenir ouverts des établissements qui ne seraient pas rentables, en particulier en zone rurale.

13. ElevateBio a mené la plus grosse levée de fond dans le domaine de la biotechnologie pour 2023

ElevateBio, une entreprise du Massachusetts qui développe des thérapies cellulaires et génétiques, a [levé](#) le 25 mai 2023 plus de 400 M\$ (série D). ElevateBio a également signé un partenariat de développement et de commercialisation avec Novo Nordisk, qui prévoit jusqu'à 2,35 Md\$ de compléments de prix.

Il s'agit de l'opération de capital-risque la plus importante de l'année dans le domaine de la biotechnologie, dépassant l'annonce d'une levée de fonds de 300 M\$ (série A), pour ReNagade Therapeutics, annoncée la veille, visant à accroître le potentiel des techniques ARN.

Parmi les investisseurs figurent Matrix Capital Management, Woodline, Lee Family Office (Asie), Novo Nordisk, ainsi que The Invus Group, Emerson Collective, SoftBank, Fidelity, MPM Capital, F2 Ventures, Redmile Group, EcoR1 Capital, Samsara

BioCapital, Surveyor Capital, EDBI, Vertex Ventures et Itochu.

Brèves

- Deux structures de santé du Missouri, BJC HealthCare de St. Louis et Saint Luke's Health

System de Kansas City ont [déclaré](#) qu'elles étudiaient la possibilité d'une fusion qui pourrait conduire à créer un système de santé universitaire de 28 hôpitaux, évalué à environ 1 Md\$.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

Rédacteurs : Pôles Commercial, EDDet, Entreprises et Agriculture

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique Régional de Washington.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

S'Inscrire